

La République  
et  
la Question ouvrière

Charles Maurras

juillet-août 1908

Édition électronique réalisée par  
Maurras.net  
et  
l'Association des Amis  
de la Maison du Chemin de Paradis.

– 2006 –

Certains droits réservés  
merci de consulter  
[www.maurras.net](http://www.maurras.net)  
pour plus de précisions.

*Les pages qui suivent ont été publiées en quatre fois, dans l'Action française, en réaction aux événements de Draveil et Vigneux. Dans ces deux villes ouvrières de Seine-et-Oise, les ouvriers des sablières se mirent en grève en juin 1908, après qu'une première bagarre avec la gendarmerie eut éclaté le 2 juin, faisant un mort chez les grévistes et plusieurs blessés de part et d'autre. Les meneurs ayant été arrêtés, la Fédération du bâtiment décida d'une journée de grève générale le 30 juillet et appela toute la population à manifester. Le gouvernement Clemenceau envoya la troupe à Draveil; elle y fut accueillie à coups de pierres et répondit par des coups de feu. Il y eut trois morts et plusieurs dizaines de blessés. Le 1<sup>er</sup> août, le pouvoir fit arrêter huit des principaux chefs de la Confédération générale du Travail (C.G.T.), considérés comme les instigateurs des troubles. Ils furent relâchés le 31 octobre suivant, aucun fait matériel de rébellion n'ayant été relevé contre eux, ni aucun fait de provocation.*

*Le premier article, daté du 30 juillet, paraît le matin même des événements de Draveil. Le second, daté du 1<sup>er</sup> août, les commente à chaud; le troisième, daté du 4 août, revient sur le drame et évoque la pendaison d'un buste de Marianne à la Bourse du travail, survenue la veille (on trouvera en note la reproduction d'une vignette de propagande exaltant ce fait d'armes des militants ouvriers royalistes). Enfin, le dernier article, daté du 11 août, prend quelque recul et tire la leçon politique des tragiques émeutes de Draveil.*

Source du texte : *Dictionnaire Politique et Critique*, fascicule 13, p. 263–269.

La présente notice s'inspire de la même source, donc d'une rédaction de 1932. Les notes en sont également tirées, à l'exception de la vignette reproduite dans la note 2, ajoutée par nos soins.



## La Question ouvrière (I)

Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, en temps de calme ou les jours de crise, la bourgeoisie ne comprend pas la question ouvrière, et cela, faute de la voir.

Quelques-uns apprennent par cœur un rudiment qui ne dit que des vérités : la Révolution a supprimé les organisations ouvrières et confisqué leur patrimoine, c'est depuis lors que l'ouvrier souffre et se révolte... Historique exact, conclusion parfaite et certaine. Mais le bourgeois qui récite cela en est-il moins tout possédé des passions et des préjugés de sa classe ? Comprend-il bien le mal dont il dit la raison ?

Je ne crois pas qu'il faille flétrir la bourgeoisie ni désirer qu'elle disparaisse. À quelque classe qu'on appartienne, on doit en être comme on est de son pays, et j'avoue que ma qualité de bourgeois français m'a toujours paru honorable. Tout sentiment à part, on ne saurait concilier avec l'idée exacte de ce qu'est notre France une appréciation haineuse ou dédaigneuse à l'égard de la bourgeoisie. Les classes moyennes composent, par le nombre et aussi par l'activité, l'élément prépondérant de notre patrie. Créatures et favorites de nos rois, elles leur ont donné une collaboration énergique, utile, dévouée. Ne répétons pas trop qu'elles furent ingrates : en fait d'ingratitude, les deux premiers Ordres n'eurent rien à envier au troisième, tout le monde eut sa part dans la grande entreprise de suicide national appelée Révolution française. Comme l'autel et le trône, comme l'épée, la robe et les autres éléments de la bourgeoisie urbaine ont une grosse part des responsabilités dont nous supportons aujourd'hui les conséquences. S'il faut faire *mea culpa*, qu'on le fasse en commun et sans se renvoyer la balle. Il ne s'agit pas de récriminer, mais de réparer.

Cela dit, ceci reste vrai : quand elle raisonne sur les ouvriers, la bourgeoisie pense et parle comme elle reproche aux ouvriers de vivre ; elle divague sans souci du lendemain, sans prévoyance, sans égard à l'ensemble de la situation. Ne vous en tenez pas aux conversations d'hommes qui traduisent souvent plus que les idées de leur monde ; prenez, à titre d'expression de la sensibilité

d'une classe, ce que les femmes disent sur ce sujet, et vous admirerez ce qu'on peut ajouter d'aveuglement à l'esprit de justice, au bon sens, à la charité.

Elles disent :

— L'ouvrier n'est-il pas plus heureux qu'autrefois ? Ne vit-il pas plus largement, ou plus commodément ? N'est-il pas mieux vêtu et logé ? Ne mange-t-il pas mieux ?

C'est vrai. Elles oublient que tel est le cas général. La vie générale a relevé ses conditions de puissance matérielle, et ce progrès commun à tous n'est pas le progrès d'une seule classe : les griefs de celle-ci, s'ils existent, restent intacts.

— Les salaires ont augmenté, ajoutent-elles.

Assurément. Mais tout a augmenté, y compris le prix de la vie. Et la remarque précédente se vérifie encore.

— Oui, mais le patronat ne s'est jamais montré aussi prodigue en bienfaisance, en assistance. Autant de suppléments à la paie, autant de subventions directes du Capital anonyme ou du Maître personnel. . .

Et l'on ajoute volontiers si l'on parle des siens :

— Mon père, ou mon frère, est si bon. Mon mari est si généreux ! Que veut-on qu'ils fassent de plus ?

Mais rien. Ou plutôt une seule chose. Tout simplement, madame ou mademoiselle, ceci : qu'ils comprennent. Monsieur votre père, monsieur votre frère ou monsieur votre mari ne sont pas immortels. Ils peuvent être amenés à cesser leur exploitation. Leurs bonnes dispositions, mortelles et changeantes, comme tout ce qui vit, peuvent disparaître : d'excellentes, devenir iniques ; de généreuses, avares ; de bienveillantes, contrariantes et difficultueuses. Tout ce qui dépend d'eux variera-t-il ainsi et la condition de l'ouvrier doit-elle être entraînée dans ces variations ?

La bonté de monsieur votre père ou de monsieur votre mari assure aux prolétaires qui dépendent de lui une position stable, un avenir réglé, une vieillesse à l'abri des premières nécessités. Si cette bonté change ? Si un acte de vente le remplace par l'indifférence d'une « société » ? Admettez-vous que tout le reste soit remis en question ? que tout ce qui se croyait stable doive se remettre à branler ? Je ne dis point : *ce n'est pas juste*, je dis : *ce n'est pas possible*, car il s'agit là, non d'une chose, mais d'un homme capable de penser et d'agir, c'est-à-dire de renverser ce système de variations oppressives.

Si vous admettez l'impossibilité d'en rester là, vous discernez la vraie question, question de principe : *l'ouvrier sera-t-il maître de son lendemain ?*

La question ne se pose pas très durement dans les petits métiers, surtout quand on les exerce dans des localités de moyenne étendue. Où chacun se connaît, les mœurs établissent d'elles-mêmes un minimum d'ordre et de paix. Ces rigueurs anarchiques sont adoucies en fait. Elles se font sentir, en toute

leur violence, dans les vastes agglomérations de grande industrie, où des milliers d'ouvriers embauchés individuellement occupent une place qui vaut parfois de gros salaires, mais ne l'occupent que par chance, pour un jour. Rien qui la garantisse. Ceux qui la perdent, perdent exactement tout ce qu'ils ont. S'ils n'ont rien épargné, il leur reste à tendre la main. Mais là-dessus s'élèvent les voix que nous connaissons :

— Tant pis! C'était à eux...! C'était leur affaire, quand ils gagnaient beaucoup. Chacun doit « s'arranger », etc.

On s'arrange en effet, et comme on peut. C'est un fait que l'ouvrier ne peut guère ou ne sait guère économiser. Mais, puisqu'on lui prêche de s'arranger, c'est un autre fait qu'il s'arrange en s'associant, en se coalisant avec les camarades. Son système d'arrangement est de demander, par la coalition et la grève, les plus gros salaires possibles, soit en vue de l'épargne, soit pour d'autres desseins. On n'a pas à lui demander lesquels : c'est son affaire, c'est sa guerre. Oui. La guerre de classes naîtra toutes les fois qu'une classe parlera du devoir des autres au lieu d'examiner si elle fait le sien.

Au lieu de se figurer tout ouvrier paresseux, agité, dissipateur, ivrogne, qu'on se représente un ouvrier normal, ni trop laborieux, ni trop mou, levant le coude à l'occasion, mais non alcoolique, la main large, non pas percée ; qu'on l'imagine ayant à faire vivre une femme et des enfants : je demande si ce prolétaire ainsi fait peut admettre facilement que son avenir ne dépende que de la bonté d'un bon monsieur, même très bon, ou des largesses d'une compagnie qui peut du jour au lendemain le rayer de ses effectifs ? Si l'on ne laisse à cet ouvrier normal d'autres ressources que d'épargner sur de gros salaires instables, ne l'oblige-t-on pas dès lors, en conscience, au nom même de ses devoirs de père et d'époux, à se montrer, devant l'employeur, exigeant jusqu'à l'absurdité, jusqu'à la folie, jusqu'à la destruction de son industrie nourricière ? Songez que, seule, l'exigence lui assure son lendemain.

Situation sans analogie dans l'histoire. Le serf avait sa glèbe et l'esclave son maître. Le prolétaire ne possède pas sa personne, n'étant pas assuré du moyen de l'alimenter. Il est sans « titre », sans « état ». Il est sauvage, il est nomade. On peut souffrir de ce qu'il souffre. Mais plus que lui, en souffre la société elle-même. On comprend la question ouvrière quand on a bien vu qu'elle est là.

*L'Action française, 30 juillet 1908.*

## **La Question ouvrière (II) : Causes politiques**

À la nouvelle de l'atroce tuerie de Draveil, on crie un peu partout que c'est la guerre sociale. Ce n'est pas la guerre sociale, c'est la guerre civile. La

cause première de ces massacres est politique. Si le travailleur et le soldat se sont rués l'un contre l'autre, c'est en vertu de la cause profonde qui égare à la fois l'ouvrier et le bourgeois, mais le bourgeois plus que l'ouvrier, celui-ci ne pouvant que s'agiter dans cette impasse, tandis que le bourgeois pourrait, s'il y voyait, découvrir une issue qui délivrerait tout le monde. On a mis sur les yeux de la bourgeoisie un obturateur.

Une condition absurde et inhumaine ne peut que provoquer des actes déraisonnables et inhumains : l'ouvrier, qui n'a que son travail et son salaire, doit naturellement appliquer son effort à gagner beaucoup en travaillant peu, sans souci d'épuiser l'industrie qui l'emploie. Pourquoi se soucierait-il de l'avenir des choses, dans un monde qui ne se soucie pas de l'avenir des gens ? Tout dans sa destinée le ramène au présent : il en tire ce que le présent peut donner. Qu'il le presse, c'est possible. Il est le premier pressuré.

— Mais il n'en tue pas moins la poule aux œufs d'or, ce qui n'en est pas moins d'un pur idiot.

— Admettons qu'il soit idiot, mon cher Monsieur ; et vous ? Vous le blâmez de compromettre son avenir : donc, vous le priez d'y songer ; or, voulez-vous me dire sous quelle forme un prolétaire salarié peut concevoir son lendemain : si ce n'est pas sous forme de gros salaire toujours enflé, il faudra bien qu'il se le figure comme la conquête de ce que vous nommez votre bien, et de ce qu'il appelle *instrument de sa production*. Ces prétentions, peut-être folles, sont celles qui devaient naître du désespoir d'un être humain réduit à la triste fortune du simple salarié. Tout lui interdisait la prévoyance raisonnable : sa prévoyance, devenue déraisonnable, n'en a pas moins produit de magnifiques vertus de dévouement mutuel. Elle a étroitement lié les uns aux autres les citoyens de la cité ouvrière, les membres du quatrième État. Qui les vit à Draveil dut admirer leur bravoure, leur obstination héroïque. L'impassibilité des prolétaires sous le feu répondait à l'impassibilité des soldats sous les pierres ; sous le veston et sous l'uniforme, le vieux sang français a rendu un égal témoignage de noblesse et de dignité. La pensée profonde de chaque émeutier était, d'ailleurs, « rien à perdre, tout à gagner », car l'incertitude du lendemain exaspère et affole, comme l'assurance du lendemain calme et pacifie.

— Vous y venez : on se battait donc pour le pain. Cette bataille était bien sociale.

— Elle est politique, et c'est vous qui viendrez à mes évidences. L'état d'esprit des manifestants de jeudi s'explique par leur condition sociale : mais le combat sort d'autres causes, celles-là mêmes qui vous aveuglent vous.

Votre aveuglement est né des injustices dont vous souffrez. Il est injuste qu'un pays comme le nôtre, où le nombre des ouvriers mineurs, par exemple, n'atteint pas le deux centième de la population, soit incessamment fatigué,

depuis trente ans, par leurs cris. L'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique ont des charbonnages plus importants que les nôtres et qui font beaucoup moins de bruit. L'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique ont une grande industrie plus développée que la nôtre, dix-huit millions de ruraux formant le tuf de notre peuple, et leurs ouvriers de grande industrie sont moins turbulents et moins révolutionnaires que nos ouvriers. L'état de révolution permanente vous paraît un scandale ? À nous aussi. Mais les bourgeois allemands, anglais et belges ont peut-être fait des efforts de clairvoyance que vous n'avez pas faits. C'est qu'ils ont pu les faire : vous ne le pouviez pas.

Vous ne le pouviez pas, vous, les bourgeois de France, parce que l'atmosphère politique dont vous êtes enveloppés est corrompue par sa constitution même. Un air calme ne peut convenir à l'État démocratique et républicain. Il lui faut cette agitation et ce trouble qui fait confondre luttes d'idées et de personnes, intérêts de partis et intérêts de classe et qui ne permet pas de voir les difficultés où elles sont : si, en effet, on les voyait, on les résoudrait et, si on les résolvait, que deviendraient les politiciens ?

La paix publique rétablie entre 1890 et 1900 aurait fatalement détruit l'avenir électoral, parlementaire et ministériel de Briand et de Viviani. Que le calme se fasse en 1910, les Jaurès redeviennent petits professeurs toulousains. Imaginez la paix sociale de 61 à 75, et Clemenceau meurt simple médecin de campagne. *Ce régime-ci, c'est la prime aux agitateurs.* Il organise, il règle très exactement leur carrière. Quiconque prêcha la grève et la désertion en est toujours récompensé par l'élection du peuple. On arrive comme cela, on n'arrive pas autrement. Il faut passer par les bas grades de la perturbation et de l'anarchie pour devenir gardien de l'ordre. Le personnel de la République se recrute par la révolution.

Les ouvriers l'ont compris. Leur clairvoyance est née du quadruple scandale donné en un seul ministère par Briand, Viviani, Picquart et Clemenceau : créatures de l'indiscipline, de la grève et de la révolution retournées contre la révolution, l'indiscipline et la grève. Ces lâcheurs, ces renards ont apparu ce qu'ils étaient à la flamme de la solidarité ouvrière : leur procédé d'exploitation, puis de lâchage, a été classé mécanisme central de la démocratie.

Et le patron ne le voit pas ! Et le bourgeois ne comprend pas que, si l'ouvrier et lui n'ont pas encore abordé sérieusement et cordialement, en citoyens du même peuple, en organes d'un même État, la question difficile mais claire qui les obsède, c'est que la politique démocratique républicaine a dû les mettre aux prises avec des questions de façade et de pure apparence ! Lettré, cultivé, maître de grands loisirs pour la réflexion, le bourgeois n'a pas su lire ce que l'ouvrier déchiffre couramment : le nom et le prénom de l'ennemi commun : politique ! démocratie !

Oh! ce n'est pas infériorité de votre part, monsieur le bourgeois, mais plutôt prévoyance, et dans cette prévoyance, timidité. Vous ne voyez pas la question, parce que vous craignez de la voir, en raison des perspectives très sérieusement inquiétantes qu'elle pourrait vous découvrir. Car la question, la vraie question, qui est d'*établir* le prolétariat, représente et entraîne de votre part certaines concessions de fond, certains sacrifices de forme, qui réviseraient tout le régime économique existant. Or, vous voyez fort bien jusqu'où l'on peut vous faire aller, vous faire marcher et courir si vous entrez dans ce chemin-là. Si vous accordez A, on demandera B, il faudra aller jusqu'à Z. Autant défendre tout, puisqu'on déclare vouloir tout prendre, et qu'entre ceux qui se défendent comme vous et la jeune classe avide et ambitieuse qui vous attaque, personne n'est là pour faire respecter et durer un juste accord réciproquement consenti.

Je suis bien assuré, cher Monsieur, cher bourgeois, de ne pas déformer le principe essentiel de votre aveuglement. Si vous ne voulez rien savoir et si vous ne voulez rien faire, c'est qu'il n'y a *Personne* pour empêcher les nouveautés réformatrices de dégénérer en de nouveaux maux. Les maux de l'ouvrier sont multipliés par l'existence de la République. L'absence du roi vous interdit de trouver, de chercher le remède. La République démocratique tend à faire de tout ouvrier un insurgé, et l'absence du roi fait de tout conservateur une borne. Ainsi la République exclut toute paix sociale, et la réforme sociale n'est pas possible sans le roi.

L'Action française, 1<sup>er</sup> août 1908.

### **La Question ouvrière (III) : Liberté d'esprit**

Ainsi, c'est la Confédération générale du Travail qui a tort, c'est le syndicalisme qui, d'un bout à l'autre de la presse parisienne, reçoit les réprimandes après avoir reçu les coups : qu'on soit opportuniste ou radical, nationaliste ou conservateur, c'est le travailleur organisé, c'est l'organisation ouvrière que l'on rabroue! Dans cette unanimité touchante, il n'y a guère qu'une exception. Elle est royaliste. Nous en sommes fiers. Tout esprit soucieux de l'honneur ou du bon renom de sa corporation, de son parti, de son pays serait certainement heureux de pouvoir effacer de l'histoire de la presse française la plupart des appréciations émises les jeudi, vendredi, samedi, dimanche et lundi derniers à propos de la crise ouvrière que nous traversons. Les hommes les plus distingués, quelques-uns éminents, qui diffèrent extrêmement les uns et les autres par le caractère, la tendance politique, la situation personnelle et professionnelle, en sont venus à rédiger, somme toute, le même article. La tragique identité de leurs jugements résultait, avec évidence, de l'identité de

leurs inquiétudes. La sensibilité aux intérêts primaires et privés engourdit la raison qui en conçoit de plus généraux et de plus lointains. Des hommes de premier ordre oublient donc les seuls mots qu'il serait juste, raisonnable, utile, nécessaire de prononcer :

— Pourquoi ? comment ? par qui ? par la faute de qui ?

Mais on ne peut chercher les causes quand on est obsédé de l'apparent et de l'immédiat.

Sans doute, nous sommes les premiers à en convenir, l'immédiat était gênant, et ce que nous nommons l'apparence désigne de fort désobligeantes réalités<sup>1</sup>. Il n'est guère amusant d'allumer quinquets et chandelles, les commutateurs ne fonctionnant plus en raison du chômage de l'électricité ! Il convient d'accorder tout ce que l'on voudra au chapitre de l'ennui du public et de la mauvaise humeur des intéressés. Rien n'est plus légitime que l'expression sincère d'un sentiment vrai. Dites que c'est fâcheux, nous répondons : fâcheux en effet. Ajoutez qu'il est soulageant d'en murmurer. Nous répondrons que c'est affaire de nature et, pour qui a le crâne ou le cœur ainsi faits qu'il éprouve une consolation quelconque à projeter des flèches contre le ciel, des malédictions contre le cours des astres ou le flux des rivières, contre le mouvement ou le bruit de la mer, nous donnerons raison à chacun selon la boîte de son crâne ou les mesures de son cœur, et nous dirons *amen* à toutes les paroles de désolation que l'on répandra par goût de l'hygiène ou complaisance dans l'élégie.

Nous aurions sujet de gémir tout autant que les camarades, n'ayant pas été moins éprouvés qu'ils ne l'ont été, quand, à six heures, on est venu nous dire que le journal ne paraîtrait peut-être pas et que nos abonnés, avec qui nous avons un pacte, nos acheteurs au numéro déjà liés à nous par une habitude aussi ferme qu'elle est nouvelle, seraient également déçus et frustrés lundi matin par une cause indépendante de nous, mais, assurait-on, plus forte que nous. Nous nous sommes ingéniés de notre mieux.

Parmi les sourires des uns, les grognements des autres, le journal a paru. Il aurait pu ne pas paraître, et l'on eût souri moins, et l'on eût grogné plus. Mais, de ceux d'entre nous qui, au cours des consultations échangées, ont parlé d'autre chose que du mal en lui-même et recherché les responsabilités du fléau, tous, sans exception, ont fait ou ont reçu exactement, également, la même réponse, car la divergence n'est pas possible pour qui regarde de sang-froid et se détache de soi-même pour juger un fait général : les ouvriers sont agis, ils ne sont pas agents ; la Confédération générale du Travail est,

---

<sup>1</sup> La C. G. T. avait décrété la grève générale de 24 heures et Paris fut à peu près privé de lumière. Les typographes en grande partie avaient suivi l'ordre de grève et les journaux eurent le plus grand mal à paraître le lendemain.

elle-même, cause seconde et non cause première ; elle emploie toutes les armes qu'elle possède pour se défendre, mais l'agression ne vient pas d'elle.

L'agresseur, le coupable, le responsable, c'est le gouvernement de M. Clemenceau ; avec lui et derrière lui, le régime démocratique, le régime républicain. Vérité que l'ouvrier parisien comprend désormais. La pendaison de Marianne devant la Bourse du travail est l'acte le plus significatif de notre histoire depuis le 14 juillet 1789. Bourgeois conservateurs, le comprendrez-vous<sup>2</sup> ?

Nous ne reviendrons pas sur des démonstrations qui sont faites. La journée de Draveil a été ce que l'on a voulu qu'elle fût. M. Clemenceau n'a pratiqué ni le système du laisser faire, ni le système des justes mesures préventives, parce que, dans les deux cas, surtout dans le second, il y avait d'énormes chances d'éviter cette effusion de sang qu'il lui fallait pour motiver les arrestations de vendredi et pour aboutir à l'occupation administrative et à la pénétration officielle de la Confédération générale du Travail. Tout cela est si clair qu'on nous l'accorde morceau à morceau et si incontestable que chaque détail en est reconnu exact. *Les Débats* eux-mêmes ont avoué l'insuffisance des troupes envoyées à Draveil, cela règle la première question de fait. Le fait des intentions, des desseins gouvernementaux n'est pas moins clair.

<sup>2</sup> Le 3 août dans l'après-midi, à la Bourse du travail, rue du Château d'Eau, d'une fenêtre du 3<sup>e</sup> étage descendit un drapeau noir aux plis duquel était attaché par le cou un buste de la République peint en rouge. La même cérémonie recommença quelques instants après avec un drapeau rouge.



M. Clemenceau a besoin de continuer MM. Combes et Waldeck-Rousseau. Tous trois sont dans la tradition démocratique et dans la pure logique républicaine. La démocratie a besoin de s'emparer de toute organisation indépendante ; une organisation ouvrière d'allures révolutionnaires est particulièrement précieuse aux républicains. Il la leur faut, et comme elle se refuse, il leur faut la liberté, il leur faut la vie des gens qui paraissent inspirer ce refus. M. Clemenceau est l'administrateur de ces nécessités. Il emprisonne, il tue. Les camarades de ses victimes répondent. Ils répondent selon leurs forces et selon leurs moyens. De ce que ces moyens peuvent occasionnellement nous gêner ou nous blesser nous-mêmes, cela n'est point une raison de ne pas discerner au juste celui qui le premier les a mis en train. Précisément parce que nous sommes des patriotes et des royalistes, parce que nous prétendons à quelque lucidité quand nous intervenons dans les luttes civiles au nom des intérêts supérieurs de la Cité, nous n'avons pas le droit d'être aveuglés par les coups qui nous sont destinés ou même portés.

L'impulsif, l'anarchiste, l'énergumène peuvent être menés par leurs impressions et, comme les enfants, frapper le bâton qui les frappe, l'angle auquel ils se sont cognés. Il peut convenir à un malheureux libéral, à un démocrate effréné d'être fou de rage ou fou de terreur. De telles impulsions ne doivent pas franchir le seuil d'une intelligence et d'une volonté véritablement réactionnaires comme les nôtres. La liberté du mouvement est la première condition du succès dans une action publique. Nous maintiendrons cette liberté. Liberté de prévoir, liberté de nous souvenir. L'immédiat et l'apparent ne doivent pas réussir à nous énerver. Attachés impassiblement à l'étude de la situation et poursuivant sans sourciller, quoi qu'il arrive, la confrontation lumineuse des événements successifs et des vérités qui ne passent point, notre exacte fidélité à ces principes, à ces études, établira enfin dans la minorité qui, un jour ou une nuit, aura la charge des destinées du pays, ce degré de constance, de fermeté, de décision, cet esprit d'entreprise et de gouvernement sans lequel rien de grand ne saurait être conçu ni exécuté.

Il y a des âmes d'esclaves. Par la connaissance des causes, par le calcul précis des responsabilités engagées, par un sincère amour de la patrie, de l'armée et de toutes les autres classes du peuple, faisons, dans l'Interrègne, au public royaliste une âme de roi. C'est encore le seul moyen de ramener bientôt le vrai Roi, celui qui nous dispensera de veiller constamment aux affaires publiques et qui, veillant de haut sur l'intérêt de tous, rendra les bons Français à la gestion des intérêts particuliers que les intrigues politiques ne menaceront plus.

*L'Action française, 4 août 1908.*

## La Question ouvrière (IV) : Les Syndicats domestiqués

Quelque haine sanglante que M. Clemenceau ait vouée à la Confédération générale du Travail, il ne la dissout point ; s'il s'arrange pour qu'on lui en prête le désir, il n'y viendra qu'à la dernière extrémité. La facilité relative de l'opération, son éclat même ne le tentent point. Personne ne croira que l'objection légale l'arrête. L'influence Viviani ? L'influence Briand ? Ces messieurs ont les mêmes intérêts que lui dans l'affaire.

Anciens collectivistes ralliés au socialisme d'État par leur qualité de ministres, ils personnifient, comme le président du conseil, la bataille de la démocratie républicaine, du gouvernement électif, du gouvernement des partis contre la plus puissante des organisations ouvrières. Ils pourraient avoir l'air d'en finir radicalement avec leur ennemi ; ils ne veulent pas de ce succès d'amour-propre : pourquoi ?

M. Clemenceau ne dissout pas la Confédération parce que, cet organisme prolétarien qui lui cause aujourd'hui une gêne cruelle, il compte bien l'utiliser dès qu'il sera sûr de l'avoir en main. Il ne lui serait pas facile de reforgé à neuf un instrument révolutionnaire de cette précision, de cette portée, de cette puissance. En se bornant à lui donner des chefs plus dociles, il tiendra le plus merveilleux outil de domination politico-sociale qui se puisse rêver.

La République a brisé les associations religieuses parce que, en leur principe, elles lui échappaient. Par des subventions, des palmes et des croix, elle mène les associations bourgeoises, elle en fait de véritables officines électorales, dépendantes du Juif, du huguenot et du métèque, de simples anti-chambres de la maçonnerie. Dans le monde ouvrier, où le Juif circule à l'état de simple unité, où l'influence maçonnique, encore que réelle, est souvent combattue, où les décorations n'ont guère cours, on usa jusqu'ici d'un système un peu différent : dès qu'un meneur syndicaliste faisait acte d'indépendance, on l'absorbait, à la vieille manière indiquée par Sieyès, en lui donnant une bonne place. Ce système a cessé d'agir quand l'intéressé vit combien le métier de meneur était plus directement productif que toute prébende.

Tous ceux qui se sentaient les reins solides résistèrent, dès lors, à toutes les avances, ils se tinrent dans l'âpre raccourci des révolutions, où cheminaient naturellement les esprits sincères, dogmatiques et fanatiques. La Confédération générale du Travail dut englober dès lors les appétits les plus féroces, les plus farouches convictions. Le problème était donc de la décapiter afin de la capter : maintenir l'organisation confédérale en la remettant sur la pente où roulaient les syndicalistes du temps de Combes ou de Waldeck.

Convenons-en. C'est la solution éternelle. Transformer les braconniers en gardes-chasses, métamorphoser les chemineaux en soldats, les bandits en soutiens de l'ordre est un des *a b c* de la politique. Seulement, ici, l'ordre à sou-

tenir est un ordre démocratique et républicain. En 1899, cet ordre préposait les révolutionnaires au département de l'outrage à l'autorité militaire : ils la conspuaient de leur mieux. L'ordre républicain consistait, en 1901, à conspuer le clergé, les congrégations, et ce furent encore les révolutionnaires qui tinrent, à la haute satisfaction du gouvernement, cette partie tumultueuse, mais non sans harmonie, du chœur officiel. Ces anciens collaborateurs une fois ramenés par M. Clemenceau à leur premier office, à quoi seront-ils employés, ou plutôt contre quoi ? Il est intéressant de savoir qui ils conspueront.

Cela peut se calculer. On sait très bien à qui le tour. C'est le tour des industriels et des commerçants. C'est le tour des propriétaires.

On a vu se soulever l'étonnante multitude des intérêts particuliers que l'impôt sur le revenu épouvante. Avec son innombrable petite bourgeoisie, sa petite industrie, son immense petit commerce, la France n'ira jamais de plein gré<sup>3</sup> ni à l'inquisition fiscale, ni à la déclaration du revenu personnel. Eh bien ! on l'y fera aller de force. Les protestataires se verront assiéger, qui dans son hôtel, qui dans son magasin ; on cassera quelques carreaux, on démolira quelques glaces, on secouera quelques voitures et, dans cette terreur savamment dosée par le ministre et la police, le contribuable laissera les Quinze mille<sup>4</sup> voter tout ce qu'il leur plaira. Le nouveau pressoir financier une fois construit, le taux de son exigence pourra être exhaussé à plaisir : un petit flot révolutionnaire, bien dirigé et fonctionnant sous les yeux de l'autorité, suffira à faire consentir et payer. Jusqu'à l'épuisement matériel et moral du pays, jusqu'à l'invasion et la dépossession générale, ce concours de l'Émeute et du Gouvernement viendra à bout des résistances et des murmures. Par la guerre au syndicalisme, chère au cœur des conservateurs, ils auront obtenu le régime fiscal qui leur cause le plus d'horreur.

Il ne faut jamais dire aux vaincus, même fous de sottise, que c'est bien fait. Mais il importe de féliciter une fois encore ceux de nos amis qui ont su conserver leur tête sur leurs épaules et, devant les menaces, devant la grève, devant le sang, se souvenir, penser, prévoir.

*L'Action française, 11 août 1908.*

---

<sup>3</sup> Elle n'y est allée qu'à la faveur de la guerre.

<sup>4</sup> C'était alors le surnom donné aux parlementaires qui s'étaient voté une augmentation de traitement annuel de six mille francs (de 9 000 à 15 000).

